



AL BAWSALA

Rapport d'activités de l'Assemblée des Représentants du Peuple

Mai 2015

Après 3 mois d'activités au sein des commissions, plusieurs projets de lois soumis auprès des différentes commissions législatives ont été examinés, accompagnés d'un certain nombre d'auditions de différentes parties prenantes.

Les plénières qui ont eu durant ce mois étaient relatives à l'adoption d'un certain nombre de projets de lois, mais ont aussi servi pour poser des questions orales à certains membres du gouvernement.

Il est à noter que le reste des commissions spéciales ont pu faire approuver leurs bureaux, ainsi que la commission législative permanente de la santé et des affaires sociales qui a finalement organisé une première réunion pour mettre en place son bureau.



Concernant les réunions des commissions législatives permanentes :

Toutes les commissions permanentes se sont réunies durant le mois de mai.

1. Commission de la législation générale :

- 4 réunions dont 1 pour finaliser et adopter le rapport de la commission concernant le projet de loi organique relatif au conseil supérieur de la magistrature.
- 4 projets de lois :
 - Projet de loi organique N°16/2015 relatif au conseil supérieur de la magistrature : adoption du rapport
 - Projet de loi N°13/2013 amendant et complétant certaines dispositions du code des procédures pénales : 2 réunions pour finaliser le rapport de la commission
 - Projet de loi N°54/2014 modifiant et complétant la loi n° 2006-59 du 14 août 2006, relative à l'infraction aux règlements d'hygiène dans les zones relevant des collectivités locales : 2 réunions
 - Projet de loi N°19/2015 portant organisation de la ratification des conventions : une réunion d'audition du Secrétaire Général du Gouvernement
- 1 audition :
 - Concernant le projet de loi N°19/2015 portant organisation de la ratification des conventions:
 - Secrétaire Général du Gouvernement

2. Commission des droits et libertés et des relations extérieures :

- 7 réunions dont 6 pour poursuivre l'examen du projet de loi organique relatif au droit d'accès à l'information et une réunion pour discuter autour des thématiques inhérentes à l'organisation du travail de la commission.
- 1 projet de loi :
 - Projet de loi organique N°55/2014 relatif au droit d'accès à l'information : 6 réunions.

3. Commission des finances, de la planification et du développement :

- 8 réunions relatives à l'examen de plusieurs projets de lois qui portent essentiellement sur des engagements financiers de l'Etat mais aussi pour entamer l'examen du projet de loi relatif au partenariat entre les secteurs public et privé.



– 11 projets de lois :

- Projet de loi N°04/2015 portant ratification de l'accord de prêt conclu entre la République Tunisienne et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement relatif au financement du Programme de Développement Urbain et Gouvernance Locale : **une réunion**
- Projet de loi N°69/2014 portant ratification de l'accord de prêt conclu le 19 août 2014 entre la République tunisienne et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour le financement du troisième projet de développement des exportations : **3 réunions**
- Projet de loi N°10/2014 portant ratification du contrat de financement conclu à Tunis le 19 Décembre 2013 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la Banque Européenne d'Investissement pour la contribution au financement du projet de dépollution intégrée du lac de Bizerte : **une réunion**
- Projet de loi N°11/2014 portant ratification du contrat de garantie à première demande conclu à Tunis le 19 Décembre 2013 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la Banque Européenne d'Investissement relatif au prêt global accordé à la caisse des prêts et de soutien aux collectivités locales : **une réunion**
- Projet de loi N°66/2014 portant ratification de l'accord de garantie du prêt complémentaire conclu le 19 août 2014 entre la République tunisienne et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour le financement additionnel du projet d'approvisionnement en eau potable dans le milieu urbain : **une réunion**
- Projet de loi N°12/2015 portant ratification de la convention de prêt conclu à Tunis le 25 Novembre 2014 entre le Gouvernement de la République Tunisienne et l'Agence Française de Développement pour la contribution au financement du programme d'assainissement des quartiers populaires : **une réunion**
- Projet de loi N°15/2015 amendant la loi 54-2013 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014 : **une réunion**
- Projet de loi N°09/2015 portant allègement de la charge fiscale des personnes à faible revenu : **une réunion**
- Projet de loi N°23/2015 portant approbation de l'accord de coopération technique au titre de l'année 2012, entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne : **une réunion**



- Projet de loi N°24/2015 portant approbation de l'accord de coopération financière au titre de l'année 2012, entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
- Projet de loi N°69/2012 relatif aux contrats de partenariat public-privé (PPP) : **6 réunions**
- 6 auditions :
 - 5 auditions concernant le projet de loi N°69/2012 relatif aux contrats de partenariat public-privé :
 - Représentant de la présidence du gouvernement
 - Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA)
 - Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONECT)
 - Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP)
 - Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
 - 1 audition concernant la mise en place du principe de la décentralisation :
 - Organisation « Forum des Fédérations »

4. Commission de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, du commerce et les services liés :

- 7 réunions consacrées à l'examen du projet de loi relative à la concurrence et aux prix, accompagnées de séances d'auditions. Il est à noter qu'une partie de la réunion 27 mai 2015 a été consacrée pour avancer dans l'examen du projet de loi N°61/2014.
- 2 projets de lois :
 - Projet de loi N°48/2013 amendant et complétant la loi N°64-1991 du 29 Juillet 1991 relative à la concurrence et aux prix : **7 réunions**
 - Projet de loi N°61/2014 portant modification du Décret-loi N°2011-37 du 14 mai 2011, portant mesures conjoncturelles de soutien aux opérateurs exerçant dans le secteur de l'agriculture et de la pêche pour poursuivre leurs activités : **une réunion**
- 4 auditions :
 - Concernant le projet de loi N°48/2013 amendant et complétant la loi N°64-1991 du 29 Juillet 1991 relative à la concurrence et aux prix :
 - Président du Conseil du Marché Financier
 - Président de l'Instance Générale de l'Assurance
 - Représentant de la Banque Centrale de Tunisie



- Ancien président du Conseil de la Concurrence

5. Commission de l'industrie, de l'énergie, des ressources naturelles, de l'infrastructure et de l'environnement :

- 3 réunions qui ont été consacrées à l'examen de 2 projets de lois, des réunions qui ont été accompagnées de séances d'audition.
- 2 projets de lois :
 - Projet de loi N°23/2015 portant approbation de l'accord de coopération technique au titre de l'année 2012, entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne : **3 réunions**
 - Projet de loi organique N°25/2014 portant ratification de la charte portant création et organisation du réseau régional d'échange d'informations et d'expertise dans le secteur des déchets "sweep-net" : **2 réunions**
- 3 auditions concernant :
 - Concernant le projet de loi N°23/2015 :
 - Secrétariat d'Etat au développement et à la coopération internationale
 - Secrétariat d'Etat chargé des relations étrangères
 - Concernant le projet de loi N°25/2014 :
 - Ministre de l'environnement

6. Commission de la santé et des affaires sociales :

- Cette commission a eu une seule réunion durant laquelle son bureau a été annoncé. Cependant, il s'avère qu'il n'y a pas eu d'accord concernant l'attribution de la présidence de cette commission au Front Populaire, représentée par l'élue Mbarka Aouania. Le bloc Nidaa Tounes revendique la présidence de cette commission qui serait attribuée à leur représentant, l'élu Abderraouf Cherif.
- Il est à rappeler que, selon la représentativité proportionnelle, cette position revient de droit au bloc du Front Populaire.

7. Commission de la jeunesse, des affaires culturelles, de l'éducation et de la recherche scientifique:

- 3 réunions qui ont été consacrées à l'examen de 2 projets de lois, des réunions qui ont été accompagnées de séances d'audition.
- 2 projets de lois :
 - Projet de loi N°21/2015 portant modification du décret-loi N°2011-86 du 13



septembre 2011 relatif à la création du Centre National du Cinéma et de l'Image : **2 réunions**

- Projet de loi N°28/2015 portant modification du décret-loi n°2011-81 du 23 août 2011 relatif au Centre des musiques arabes et méditerranéennes: **2 réunions**
 - 2 auditions :
 - Concernant le projet de loi N°28/2015 :
 - Directeur du centre de la musique arabe et méditerranéenne (CMAM)
 - Concernant le projet de loi N°21/2015 :
 - Groupe d'experts en matière de cinéma

8. Commission de l'organisation de l'administration et des affaires des forces armées :

- 8 réunions dont 2 relatives au tri et à l'examen des articles concernant les forces armées au sein du projet de lutte contre le terrorisme.
- 4 projets de lois :
 - Projet de loi organique N°22/2015 relatif à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent : **2 réunions**
 - Projet de loi N°24/2013 modifiant et complétant la loi n°83-112 du 12 Décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif : **4 réunions**
 - Projet de loi N°26/2015 fixant les hautes fonctions dans la nomination relève de la compétence du Président de la République : **2 réunions**
 - Projet de loi N°27/2015 fixant les emplois civils supérieurs dont la nomination relève de la compétence du Chef du Gouvernement : **2 réunions**
- 3 auditions :
 - 2 auditions concernant le projet de loi N°24/2013 :
 - Directeur Général de la Fonction Publique
 - Secrétaire Général du Gouvernement
 - 1 audition concernant la mise en place du principe de la décentralisation :
 - Organisation « Forum des Fédérations »

9. Commission du règlement intérieur, de l'immunité, des lois parlementaires et des



lois électorales :

- 4 réunions relatives à l'examen du rapport de l'ISIE concernant les élections législatives et présidentielles de 2014.
- 1 audition :
 - Les membres du conseil de l'ISIE

Concernant les réunions des commissions spéciales :

Les 4 commissions, qui ne se sont pas réunis durant le mois d'Avril, ont pu faire approuver leurs bureaux durant le mois de Mai. Il s'agit de :

- Commission du développement régional
- Commission des martyrs et blessés de la révolution, de l'application de la loi de l'amnistie générale et de la justice transitionnelle
- Commission électorale
- Commission des affaires des handicapés et des catégories précaires

1. Commission de la sécurité et de la défense :

- 2 réunions relatives à l'examen de la méthodologie et d'un plan de travail préliminaire de la commission ainsi qu'un débat autour de la convocation des ministres de la défense et de l'intérieur pour une audition relative à l'état des lieux des institutions militaires et sécuritaires.

2. Commission de la réforme administrative, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et du contrôle de gestion des deniers publics :

- 2 réunions relatives à l'examen du programme de la commission pour la période à venir ainsi qu'une audition de M. Samir Annabi, président de l'Instance Nationale de Lutte Contre la Corruption.

3. Commission du développement régional :

- 1 réunion d'approbation du bureau de la commission.

4. Commission des martyrs et blessés de la révolution, de l'application de la loi de l'amnistie générale et de la justice transitionnelle :

- 2 réunions dont l'une pour approuver le bureau de la commission. La deuxième réunion a été consacrée à l'audition des membres de l'Instance Vérité et Dignité, dans le but d'exposer les difficultés rencontrées par cette instance et l'état d'avancement de ses travaux.

5. Commission des affaires des handicapés et des catégories précaires :

- 1 réunion d'approbation du bureau de la commission.



6. Commission des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance, de la jeunesse et des personnes âgées :

- 1 réunion relative à l'examen de la méthodologie d'organisation du travail de la commission et division des axes de compétences.

7. Commission des affaires des tunisiens à l'étranger :

- 2 réunions qui ont été consacrées à des auditions concernant des questions relatives aux tunisiens à l'étranger.
- 6 auditions :
 - Représentants de l'Office des Tunisiens à l'Étranger (OTE)
 - Représentants du ministère de l'intérieur
 - Représentants de Tunisair
 - Représentants de la Compagnie Tunisienne de Navigation (CTN)
 - Représentants du ministère des affaires sociales
 - PDG de l'Office des Tunisiens à l'Étranger (OTE)

8. Commission électorale :

- 2 réunions dont l'une pour approuver le bureau de la commission. La deuxième réunion a été consacrée pour discuter des missions de la commission et de la possibilité d'auditionner des représentants de la société civile concernant le processus de candidature pour l'instance nationale de prévention contre la torture.

Concernant les séances plénières :

Durant le mois de Mai, l'assemblée a tenu 7 séances plénières :

- 6 séances d'examen de projets de lois : 05/12/13/14/15/19 Mai 2015
- 10 projets de lois adoptés :
 1. Projet de loi organique N°02/2015 portant approbation de l'accord de transport routier des personnes et des marchandises entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République de Serbie
 2. Projet de loi N°44/2014 portant ratification de la convention de prêt conclue le 8 avril 2014 entre le gouvernement de la République Tunisienne et le Fonds Koweïtien de Développement Economique Arabe en vue d'amender la convention de prêt conclue le 7 Mai 2013 entre le gouvernement de la République Tunisienne et le Fonds précité pour la contribution au financement du projet «Développement du Réseau de Transport et de



Distribution du Gaz Naturel »

3. Projet de loi N°05/2015 portant approbation de la convention de prêt conclue le 12 novembre 2014 entre le gouvernement de la République Tunisienne et le Fonds International de Développement Agricole pour la contribution au financement du projet de développement agro-pastoral et des filières associées dans le gouvernorat de Médenine
 4. Projet de loi N°20/2015 portant approbation d'un protocole financier conclu le 10 mars 2015 entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à l'octroi d'un prêt au profit de la République tunisienne
 5. Projet de loi N°04/2015 portant ratification de l'accord de prêt conclu entre la République Tunisienne et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement relatif au financement du Programme de Développement Urbain et Gouvernance Locale
 6. Projet de loi organique N°16/2015 relatif au Conseil Supérieur de la Magistrature
 7. Projet de loi N°15/2015 amendant la loi 54-2013 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014
 8. Projet de loi N°66/2014 portant ratification de l'accord de garantie du prêt complémentaire conclu le 19 août 2014 entre la République tunisienne et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour le financement additionnel du projet d'approvisionnement en eau potable dans le milieu urbain
 9. Projet de loi N°11/2014 portant ratification du contrat de garantie à première demande conclu à Tunis le 19 Décembre 2013 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la Banque Européenne d'Investissement relatif au prêt global accordé à la caisse des prêts et de soutien aux collectivités locales
 10. Projet de loi N°12/2015 portant ratification de la convention de prêt conclu à Tunis le 25 Novembre 2014 entre le Gouvernement de la République Tunisienne et l'Agence Française de Développement pour la contribution au financement du programme d'assainissement des quartiers populaires
- Il est à noter que le [projet de loi organique N°16/2015 relatif au Conseil Supérieur de la Magistrature](#) a été débattu et adopté durant les plénières s'étalant du 12 au 15 Mai 2015 :
- 19 heures et 45 minutes de travail cumulé



- 9 heures et 5 minutes de retard cumulé
- Moyenne de présence : 85%
- 120 amendements déposés : 48 acceptés – 30 refusés – 42 retirés
- 2 séances plénieres ayant comporté des questions orales à certains membres du gouvernement :
 - 18 Mai 2015 – Question de la part de Kalthoum Badreddine (Ennahdha) au ministre de la jeunesse et des sports : Quel est le degré d'engagement et de sérieux de la part du gouvernement pour défendre la candidature de la ville de Sfax pour l'organisation des Jeux Méditerranéens 2021 ?
 - 19 Mai 2015 – Question de la part de Iyad Dahmani (Bloc Social-Démocrate) au ministre des affaires étrangères concernant l'affaire des deux journalistes kidnappés en Libye, Sofien Chourabi et Nadhir Ketari, depuis septembre 2014: Est-il concevable que l'Etat tunisien échoue pour localiser les deux ressortissants tunisiens et déterminer le lieu de leur détention et qu'il y ait toute cette incompréhension autour de l'affaire de Sofien et Nadhir et des déclarations contradictoires et irresponsables de la part du gouvernement libyen et de la représentation diplomatique tunisienne ?
- 1 séance plénière extraordinaire a aussi eu lieu le 18 Mai 2015 pour accueillir le président de la République italienne, Sergio Mattarella. Ce dernier a prononcé un discours devant l'assemblée plénière.

Sur les 7 séances plénieres qui ont eu lieu :

- 39 heures et 05 minutes de travail cumulé
- 13 heures et 05 minutes de retard cumulé

Concernant les projets de lois :

Les projets de lois votés se rapportent à :

- Des emprunts et engagements financiers de l'Etat (8)
- Organisation du secteur financier (1)
- Système juridictionnels (1)

Les projets de lois débattus en commission traitent des thèmes suivants :

- Emprunts et engagements financiers de l'Etat (6)
- Libertés publiques et droits de l'Homme (1)
- Système juridictionnels (1)



- Relations extérieures et coopération internationale (1)
- Libertés publiques et droits de l'Homme (1)
- **Lois civiles, commerciales et pénales** (2)
- Activités des entreprises publiques
- Agriculture, pêche et sécurité alimentaire (1)
- Organisation du secteur financier (1)
- Impôts et **fiscalité locale et nationale** (1)
- Nouvelles technologies (1)
- Commerce et prix (1)
- Organisation générale de l'administration (3)
- Environnement (2)
- Culture (2)

Concernant l'assiduité des députés :

La moyenne de présence au sein des commissions est de 67% sur 58 réunions de 9 commissions permanentes et 8 commissions spéciales :

- 50 députés ont réalisé 100% de présence en commission
- 4 députés ont réalisé entre 90% de présence en commission
- 27 députés ont réalisé entre 80% et 90% de présence en commission
- 17 députés ont réalisé entre 70% et 80% de présence en commission
- 39 députés ont réalisé entre 60% et 70% de présence en commission
- 19 députés ont réalisé entre 50% et 60% de présence en commission
- 8 députés ont réalisé entre 40% et 50% de présence en commission
- 6 députés ont réalisé entre 30% et 40% de présence en commission
- 14 députés ont réalisé entre 20% et 30% de présence en commission
- 5 députés ont réalisé entre 10% et 20% de présence en commission
- 9 députés ont réalisé 0% de présence en commission

La moyenne de présence en plénière est de 87% sur 7 plénières :

- 132 députés ont réalisé 100% de présence en plénière
- 42 députés ont réalisé 85% de présence en plénière
- 25 députés ont réalisé 71% de présence en plénière
- 5 députés ont réalisé 57% de présence en plénière
- 5 députés ont réalisé 42% de présence en plénière
- 4 députés ont réalisé 28% de présence en plénière



AL BAWSALA

- 2 députés ont réalisé 14% de présence en plénière
- 4 député ont réalisé 0% de présence en plénière

S'agissant de la participation au vote, il n'est pas possible de fournir cette information pour le moment pour des raisons techniques relatives à la publication des détails des votes.